

LA GUINÉE AU SEUIL DU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE.  
ÉTAT DES CONNAISSANCES ET PROBLÈMES ACTUELS

par Yves BOULVERT

Monsieur le Président,  
Monsieur le Secrétaire perpétuel  
Chers confrères, Mesdames et Messieurs,

Je dois traiter aujourd'hui de «**La Guinée-Conakry au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle. Etats des connaissances et problèmes actuels**». Le choix de ce pays est motivé par deux raisons sans rapports apparents. D'abord, la Guinée est à la veille d'une importante échéance électorale : l'élection présidentielle du 21 décembre prochain. D'autre part, et plus prosaïquement, j'ai entrepris, il y a dix ans déjà, une étude sur le Milieu Naturel Guinéen dont l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD ex-ORSTOM) vient de publier, cette semaine, la synthèse cartographique et les notices explicatives.

J'ai étudié au stéréoscope près de 13.000 photographies IGN à 1/50.000 et confronté mes observations à la vérité-terrain au cours de 15.000 kilomètres d'itinéraires reconnus et décrits en saison sèche, entre 1993 et 1998, en liaison avec le GRET et le BRGM, ce qui m'a permis de suivre l'évolution de la Guinée durant la dernière décennie.

Contrairement à ce que beaucoup croient – notamment les médias selon lesquels les images-satellites ont résolu ou résolvent tous les problèmes – la période des inventaires est loin d'être terminée. Ainsi ceux qui, comme vous, ont sillonné l'Afrique, savent l'importance dans ce continent – contrairement à l'Amérique par exemple – du cuirassement latéritique. Dans certains pays encore, son extension et son importance n'ont pas été étudiées. Il n'est toujours pas possible d'établir une carte mondiale fiable de ce cuirassement.

La Guinée, d'où s'est retirée, comme vous le savez, la Coopération française fin 1958 après une déclaration d'indépendance brutale, ne dispose toujours pas d'une carte fiable hypsométrique, pas plus qu'elle ne disposait, avant ce jour, d'une carte hydrographique, pédologique, géomorphologique ou phytogéographique. Il faut rappeler que les cartes de Guinée reposaient jusqu'ici sur un canevas d'une trentaine de cartes topographiques à 1/200.000, entreprises à la planchette dès les années 30 – c'était alors une première pour l'Afrique noire. Malheureusement, certaines, non reprises depuis cette date, comportent de fortes distorsions.

La saisie informatique minutieusement effectuée à partir de trois cents cartes à 1/50.000, va désormais permettre d'établir avec plus de rigueur les fonds de carte guinéens. Il est maintenant possible d'obtenir avec précision la superficie couverte par chaque unité cartographique. A titre d'exemple, en Guinée, l'extension des matériaux cuirassés (27%) ou rocheux (21%) réduit de moitié le potentiel de terres cultivables.

Ce n'est pas le lieu de développer les données techniques et les commentaires qui accompagnent ces cartes dont un condensé a été publié en mars dernier dans *La Géographie* (n° 1508), mais l'on comprendra facilement que l'établissement conjoint de cartes thématiques permet d'en saisir les interrelations. Je me suis par ailleurs efforcé de développer la bibliographie à l'intention des enseignants et étudiants guinéens, m'étant aperçu, au cours de mes missions, que les travaux scientifiques de l'époque coloniale sont souvent occultés, faute de bibliothèques et d'archives en état, de même que les travaux scientifiques en Guinée, postérieurs à 1958 – notamment les remarquables travaux soviétiques en géologie – sont peu connus en France.

### ***Milieu naturel et données de base, minières notamment***

Permettez-moi de rappeler quelques données de base sur la Guinée. Sa population est estimée en 2002 à 8.154.000 habitants, ce qui, pour 246.000 km<sup>2</sup>, représente une densité de 33,2 habitants au km<sup>2</sup>. Avec un taux de natalité de 39,7‰, de mortalité de 14,2‰, l'accroissement naturel y est de 25,5‰. L'âge médian de la population est très jeune, à peine 15 ans.

En schématisant très largement les ethnies se répartissent ainsi : 37% de Peul ou Foulbé en Moyenne-Guinée, 32% de Malinké en Haute-Guinée, 15% de Soussou en Guinée Maritime, auxquels il faut ajouter 10% de Kissi, Toma et Guerzé en Guinée forestière, ainsi que quelques ethnies minoritaires, les Baga de Boké, les Coniagui des monts Bassari. Le pays est très majoritairement musulman : 75% contre 17% d'animistes et 8% de chrétiens, essentiellement en Guinée forestière ou côtière.

L'hydrographie est favorisée par le relief : un axe allongé du sud-est (Mont Nimba) vers le nord-ouest (plateaux du Fouta-Djalon) sépare au nord-est les bassins du Niger, Sénégal et Gambie de ceux des «Rivières du Sud» : le débit spécifique de ces derniers étalé de 20 à 40 l.s<sup>-1</sup>.km<sup>2</sup> est plus élevé que celui des cours d'eau du Nord-Est : 10 à 20 l.s<sup>-1</sup>.km<sup>2</sup>, le Fouta-Djalon étant réputé le château d'eau de l'Afrique occidentale.

Le substrat géologique varié renferme un potentiel minier considérable. L'Est de la Guinée appartient au bouclier ancien ou craton ouest-africain. Sur la croûte plutonique archéenne reposent des ceintures de quartzites ferrugineux rubanés, itabirites ou BIF (Banded Iron Formation) constituant des ceintures pouvant atteindre 150 kilomètres de long. A titre d'exemple, dans la chaîne des Monts Nimba, les réserves exploitables sont d'un milliard de tonnes de minerai à

haute teneur en fer : 65%. Pour celle du Simandou, les réserves s'élèveraient à 3 ou 4 milliards de tonnes. Des sociétés sont sur le rang (Rio Tinto, Euro Nimba - La Source ...). La partie libérienne était exploitée, il y a encore 20 ans. En 1975, la production du Liberia atteignait 20 millions de tonnes. Jusqu'en 1989, c'était le premier exportateur africain de fer. Une ligne de chemin de fer qui reliait le gisement à la mer, aurait été aisée à prolonger jusqu'à la partie guinéenne du massif. Malheureusement, la guerre civile libérienne a tout détruit. Le gouvernement guinéen rêve qu'on lui construise une voie ferrée à grand débit qui relierait les monts Nimba à Conakry, en drainant ses principaux gisements de fer et de bauxite. Cela paraît difficilement réalisable aujourd'hui. Je rappelle pour mémoire que le professeur Heim du Muséum avait obtenu en 1944 le classement du Nimba en réserve naturelle intégrale !

Au nord-est du pays, dans la région sur schistes birimiens de Siguiri, l'or alluvionnaire est exploité depuis des siècles, ce qui fit au Moyen-Age la célébrité de l'Empire du Mali dont quelques témoins de la capitale Niani ont été retrouvés près de la frontière malienne. Ces dernières années, l'or primaire est exploité industriellement par une délicate - sinon dangereuse pour l'environnement - lixiviation au cyanure de sodium du saprolithe. Les trois principaux sites en exploitation sont ceux de Kintinian (au N.W. de Siguiri) par la SAG (Société Ashanti Goldfields du Ghana qui vient de fusionner avec Anglo Gold d'Afrique du Sud) ; la production attendue y est de 10 tonnes d'or par an. Le site de Léro au N.E. de Dinguiraye est exploité par la SMO (Société Minière de Dinguiraye, Norvège-France). Enfin, près de Kouroussa, le site de Singalimba vient d'être mis en exploitation par la SEMAFO à capitaux canadiens.

A l'ouest de Kérouané, l'on a mis en évidence une vingtaine de diatrèmes ou cheminées volcaniques et un grand nombre de dykes kimberlitiques. Les réserves de diamants en sont évaluées de 25 à 30 millions de carats. Le groupe sud-africain De Beers succéderait aux Australiens d'Aredor, dans le gisement Trivalence. A proximité, la société canadienne SearchGold Inc. vient d'accroître sa participation dans les gîtes Mandala et Ouria. Traversant en 1997, ce secteur de Banankoro-Férouba, j'avais pu en appréhender l'ambiance Far-Ouest, confirmée par un récent reportage télévisé.

Dans l'ouest de la Guinée, le vieux bouclier est en grande partie masqué par une couverture horizontale étalée depuis le Protérozoïque supérieur. Le modelé en est conditionné par l'alternance schistes (secteurs déprimés, érodés) et grès (escarpements rocheux). Au Jurassique vers 190 m.a., l'ouverture de l'Atlantique Nord se traduit par d'importantes venues doléritiques. Au Cénozoïque ou Tertiaire, à un important cuirassement bauxitique, succède un cuirassement ferrugineux qui se poursuit au Quaternaire à côté d'un fort alluvionnement côtier avec développement de mangroves.

Ainsi, les régions naturelles se différencient en raison du substrat et de la morphologie. Le cuirassement, généralisé au nord du 10° parallèle, décroît rapidement vers le sud et la Guinée forestière, à l'exception du piedmont du Nimba. Un grand escarpement de type

glint s'allonge depuis le Kakoulima près de Conakry jusqu'à Bamako au nord-est ; la muraille gréseuse atteint 1.000 mètres au Benna. Cet escarpement s'affaisse vers le nord et est traversé par le remarquable entonnoir de percée cataclinale du Bakoy : il ne correspond donc pas à la ligne de partage des eaux Sénégal-Niger. Le cuirassement ferrugineux est répandu mais peu intense dans la vaste pédiplaine du Haut-Niger.

L'intérêt économique des bauxites est essentiel pour la Guinée. En 2000, sur une production mondiale de bauxite de 127 millions de tonnes, ce pays arrive – après l'Australie, 49 m. t. – au second rang avec 15 m. t., mais à lui seul, il possède un tiers des réserves mondiales de bauxite à forte teneur en alumine (45-55%) : plus de 18 milliards de tonnes de réserves prouvées. L'exploitation en est aujourd'hui assurée par trois grandes sociétés, chacune reliée à la mer par son propre chemin de fer. En premier lieu, la CBG (Compagnie de Bauxite de Guinée) de Boké-Sangarédi où le gouvernement guinéen (49%) est associé à Halco Mining (51%), consortium de six compagnies dont Alcoa (USA) et Alcan (Canada) ; cette société – on le sait – va absorber notre Pechiney national qui a beaucoup travaillé en Guinée et s'en est fait progressivement évincer. Le site de Sangarédi produit 12,5 m. t. de bauxite. D'ici 2004, on prévoit, avec le soutien du Japonais Mitsubishi, de construire sur le site minier de Sangarédi une usine de production d'alumine d'une capacité de 1 million de t./an pour un coût estimé à 1,5 milliard d'euros.

A la suite d'une grave crise en 1997, la société d'Etat ACG (Alumina Company of Guinea), avec l'opérateur Reynolds Metal Co., a remplacé le consortium Friguia (Fria-Kimbo) qui, en 1995, produisait 2,3 m. t. de bauxite, en partie transformée en alumine par Frialco. Ce fut, comme l'a développé notre confrère Jacques Larrue (1997), la première usine d'alumine en terre d'Afrique. ACG produit 640.000 tonnes d'alumine et en espère prochainement 700.000.

Enfin, dans l'Office de bauxite de Kindia-Débélé, l'Ukraine a remplacé l'URSS ; l'exploitation de ce gisement a beaucoup contribué à payer les dettes de la Guinée envers l'ex-URSS. Prochainement, le groupe russe Roussal doit exploiter le gisement de Dian-Dian ; il envisage d'investir 1,15 milliard d'euros pour construire une usine d'alumine d'une capacité de 2,5 m. t. Non loin, le site de Sinnthiourou est exploitable. Enfin, les Iraniens projettent d'investir dans le secteur de Dabola-Léguétéra. D'autres secteurs seraient exploitables : Diré-Tougué, Bantiniel-Pita, Niandan-Banié...

L'exploitation minière est capitale en Guinée. Elle représente 20% du PIB, 29% des recettes propres de l'Etat et 80% des recettes d'exportation.

### ***Analyse sectorielle succincte de l'économie guinéenne***

*L'Etat du Monde 2002* indique pour la Guinée un produit intérieur brut (PIB) de 14 milliards \$, soit 1934 \$ par habitant. Il s'agit là d'un PIB-PPA : c'est le PIB révisé à parité de pouvoir d'achat, ce qui

place la Guinée au 151<sup>e</sup> rang sur 207 pays. Les importations s'élevaient à 660 millions \$, dont 51,6% provenant de l'Union Européenne, 24,6% de l'Asie, et 11,6% de l'Afrique. Elles sont compensées et au-delà par les exportations de 700 millions \$, dont 48% UE, 31,2% Pays en développement et 17,7% USA. Cependant la dette extérieure totale s'élève à 3 milliards \$, dont 296 millions \$ vis-à-vis de la Russie. Toutefois, la Guinée vient de bénéficier d'un important allègement du service de sa dette extérieure (800 millions \$ - cf. initiative de réduction de la dette pour les pays pauvres très endettés PPTe) et d'une aide massive : 230 millions \$ de la seule Banque Mondiale.

Plus classiquement, le revenu national brut par habitant (RNB ex-PNB) s'est abaissé, selon une statistique toute récente (août 2003) à 410 \$. Il est de 10% inférieur à celui d'il y a dix ans. Exprimé en francs guinéens, il progresse apparemment, mais ce n'est qu'une illusion, la monnaie nationale s'étant dépréciée de 74% depuis cinq ans par rapport au dollar, devise de référence utilisée. A Conakry, un dollar vaut aujourd'hui près de 2.000 francs guinéens. Le taux d'inflation prévu en 2003 est de 6% contre 3% en 2002. En Guinée, les pourcentages du PIB se répartissent ainsi : 23% à l'agriculture, 36% mines et industrie, 41% services et divers.

#### L'agriculture est devenue déficitaire.

L'agriculture guinéenne occupe encore 67% de la population active guinéenne. Les terres cultivables y sont estimées à 7 millions d'hectares, soit à peine un tiers du territoire, dont seulement 20% sont exploitées. Ce pays compte environ 700.000 exploitations de 2 hectares en moyenne. En 2000, la Guinée a produit 870.000 tonnes de manioc-tubercule (avec un rendement de 6,3 t/ha), 750.000 de riz (1,5 t/ha), 182.000 d'arachides-coques (1), 150.000 de bananes, 111.000 de fonio (graminée régionale, 0,85), 85.000 de maïs-grains secs (1), 52 000 de palmistes-régimes (2,7), 36.000 de coton, 21.000 de café (2,5), 12.000 d'hévéas (2,2).

Le riz représente l'aliment de base du Guinéen. En 1995, on estimait qu'il était cultivé sur 438.000 ha, soit près de 49% des superficies vivrières. Sa culture était pratiquée dans 321.000 exploitations. Alors que la Guinée était autosuffisante il y a un demi-siècle, le riz ne couvre plus que 55% de la consommation totale du pays, estimée à 580.000 t. de riz décortiqué, ce qui correspond à 88 kg par habitant et par an. Avec l'augmentation de la population, urbaine notamment, la Guinée importe aujourd'hui pour 30 millions de dollars de riz. Pourtant un gros effort personnel d'investissement de la part du paysan guinéen se poursuit pour l'aménagement individuel des bas-fonds irrigués et de la mangrove côtière.

On doit signaler également des cultures maraîchères qui pourraient être développées sur les plateaux du Fouta-Djallon si elles n'étaient concurrencées par les importations. On y a ainsi produit en 2000 : 2.500 tonnes d'oignons, 2.000 t. de pommes de terre et 15.000 t. de tomates.

Exportateur agricole, notamment de fruits : bananes, ananas, dans les années cinquante, la Guinée est devenue très déficitaire. Pendant la période Sékou Touré, la politique des fermes agro-pastorales d'arrondissement a eu des effets désastreux. En 1998, le pays a exporté 24.000 tonnes de café, 5.800 de cacao, 8.400 de coton et 2.200 de fruits frais tandis qu'elle importait 166 000 tonnes de riz, 76.000 de farine et 61.000 de sucre !

Malheureusement en Guinée, l'environnement paraît sacrifié en raison de la pression démographique et de l'afflux récent de réfugiés. Plus de 80% de l'énergie consommée provient du bois de feu, ce qui représente deux millions de tonnes de bois par an. On estime que les taillis de mangroves reculent chaque année de 4,2% et les forêts de 1,3% par an. En 2001-2002, deux décrets présidentiels avaient interdit d'exporter les grumes et suspendu les concessions forestières. Pourtant en 2003, trois sociétés ont été autorisées à reprendre l'exploitation forestière.

#### L'élevage reste traditionnel, la pêche a progressé.

Entre 1986 et 1991, le cheptel bovin guinéen était tombé de 2.500.000 têtes à 1.800.000, il est remonté à 2.368.000 têtes pour 210.000 éleveurs. Plus de la moitié des éleveurs possèdent moins de dix têtes de bétail, 10% plus de trente et seulement 1,4% plus de cent têtes. Le bétail est trypanotolérant. Les traditions d'élevage des Foulbé du Fouta-Djalon sont anciennes avec liaison agriculture-élevage, enclos à bestiaux, utilisation du fumier..., mais les progrès sont infimes.

Les produits de la terre assurent le revenu familial, ceux de l'élevage sont un moyen d'épargne mal valorisé : en saison sèche, les animaux divaguent à la recherche de nourriture. On signale un développement récent des vols de bétail, ce qui a obligé à la mise en place d'un système de tatouage à l'oreille. Une faible partie du troupeau est exportée vers les pays voisins mais en général, la viande est auto-consommée en Guinée : seulement 6 kilos par habitant et par an. Seule Conakry connaît parfois une pénurie de viande.

Durant des années, les eaux territoriales guinéennes furent «braconnées» par des chalutiers étrangers, le pays ne disposant que de modestes pirogues. Les progrès de la pêche, avec l'appui scientifique de l'IRD à la station de Boussoura, sont récents. La pêche industrielle s'élève en 1998 à 50.500 tonnes, la pêche artisanale à 48.000 t. et la pêche fluviale à 2.500 t. La ferme d'élevage de crevettes, installée sur l'île Tamara, a dû fermer. La consommation de poisson s'est accrue : 11 kg/pers. en 1997 contre 7,2 en 86. Avec 10.000 emplois directs et 10.000 indirects, la pêche contribue pour 3% au PIB national ; elle fournit surtout 40% des protéines animales consommées dans le pays.

Malheureusement, la dernière évaluation des ressources halieutiques en octobre 2002 a souligné la dégradation des réserves côtières, certaines espèces surpêchées sont en voie d'extinction. En

outre, trop de navires étrangers, d'Asie surtout, pêchent illégalement. La marine ne possède qu'une seule vedette utilisable, basée dans le nouveau port de Kamsar.

#### Le tissu industriel reste réduit.

Le secteur industriel représente environ 12% du PIB. Sa part relative est décroissante. En 1984, il était composé d'industries publiques peu performantes, dont une bonne part a été privatisée après 1985. Des sociétés européennes implantées en Afrique ont investi les secteurs rentables : brasseries (Sobragui), limonaderies (Bonagui, Salguidia, CEG), corps gras (Soguipah, Sogecile), ciments (Ciments de Guinée, Eguimat) et tabac (Entag). Il existe à côté un petit secteur de transformations et de substitutions d'importation (savons, tôles, plastiques, peintures).

Muriel Dewey (1997) a expliqué cette faiblesse du tissu industriel par une industrie insuffisamment compétitive, confrontée à de multiples contraintes. Ce pays manque d'entrepreneurs ; on y a mis en place un Office de Promotions des Investissements Privés (OPIP).

#### Le tourisme est pratiquement inexistant.

A l'époque coloniale, le Fouta-Djalou possédait avec Dalaba la station climatique de l'Afrique occidentale ; Conakry, «la perle de l'Afrique Occidentale Française», était une escale appréciée sur la ligne des paquebots côtiers. Les voyageurs évoquaient une charmante petite ville verdoyante avec ses cocotiers ombrageant la route circulaire côtière. Le président Sékou Touré a fait de la Guinée un pays fermé à l'étranger occidental ; il ne s'est toujours pas ouvert au tourisme international. La Guinée présente pourtant l'atout de la variété de ses paysages, la diversité de son folklore, mais elle ne convient pas au tourisme de masse, surtout balnéaire. On n'y compte que deux plages agréables à l'île Roume et au Cap Verga. L'ouverture d'un réseau de routes bitumées facilite l'accès vers l'intérieur du pays. Il reste néanmoins plus facile de circuler en saison sèche qu'en saison pluvieuse, période durant laquelle les superbes chutes d'eau, dont le pays est pourvu, demeurent difficilement accessibles. L'Etat s'est dégagé de la gestion des structures hôtelières : l'hôtel de Camayenne avait été repris par la Sabena, le grand Hôtel de l'Indépendance par Novotel. Quelques entrepreneurs guinéens apparaissent (Mariador) et de petits hôtels se sont ouverts dans les villes de l'intérieur. Ces investissements sont très modestes et des efforts restent à faire quant à la gestion et à l'accueil.

En 1997, la Guinée comptabilisait 95.000 visiteurs mais il s'agissait essentiellement de visites familiales d'émigrés.

## ***Les infrastructures de base évoluent.***

### Le potentiel énergétique demeure sous-exploité.

La Guinée est faible consommatrice d'énergie. Récemment encore, 85% de l'énergie consommée restaient d'origine traditionnelle (biomasse). Disposant d'un potentiel hydro-électrique évalué à 26.000 gigawatts/heure, la Guinée n'en exploite qu'1% ; moins de 10% des familles ont accès à l'électricité. Faute d'investissements et de maintenance, les coupures d'électricité à Conakry étaient incessantes au début des années 90. En 1992, la production totale d'Enelgui (Entreprise nationale d'électricité de Guinée) était de 270 gigawatts/heure. Conakry était alimenté par des chutes installées sur la Samou au S-W de Kindia. La Guinée disposait en outre de deux chutes aménagées : Kinkon près de Pita et du Tinkisso près de Dabola, mais l'état des installations était pitoyable ; en outre, faute d'eau, ces usines ne pouvaient fonctionner en saison sèche. La centrale thermique (Tombo 1 et 2) de Conakry d'une puissance de 40 mégawatts s'efforçait d'y suppléer.

A l'aide d'EDF et d'Hydro-Québec, une nouvelle société avait été créée : la Sogel (Société guinéenne d'électricité). Les nouvelles centrales thermiques Tombo 3 et 4 ont pris le relais de Tombo 1 et 2. Surtout le barrage hydroélectrique de Garafiri (au nord de Linsan) a été aménagé sur le Konkouré à l'aide de fonds français, canadiens et arabes. Cette centrale de 75 mégawatts devait permettre à partir de 1999 d'alimenter les deux provinces de moyenne Guinée et Guinée maritime en complément de Tombo. Je n'arrive pas à savoir pourquoi ce barrage n'a jamais fonctionné à pleine puissance. S'agit-il d'un défaut de construction du barrage ou d'un problème géologique ? Rappelons que le substrat gréseux du secteur est très fortement diaclasé, faillé. Dans ce château d'eau de l'Afrique occidentale, la succession des années sèches ne peut tout expliquer. Dernièrement les délestages ont repris à Conakry, faute d'approvisionnement en fioul. En 2001, la privatisation ayant échoué, l'Etat a repris en main le secteur avec une nouvelle entreprise EDG (Electricité de Guinée). A noter que le rendement du réseau (% production facturée/production livrée) est passé de 44 à 55% en supprimant des branchements illégaux clandestins.

D'autres projets anciens ressurgissent : celui de Kogbédougou (à 70 km au sud de Kankan) sur le Milo, celui de Fomi sur le Niandan (à 20 kilomètres au sud-est de Kouroussa). Mais retient surtout l'attention, le projet d'un deuxième grand barrage sur le Konkouré (à 60 kilomètres en aval du premier), celui de Souapiti/Kaléta de 900 MW, soit 12 fois Garafiri. Il permettrait la construction d'une fonderie d'aluminium de 240.000 t./an à Fria. Dans un but similaire, on parle d'un barrage sur le Kogon près de Sangarédi.

En revanche, la Guinée ne dispose pas de pétrole ; pour le moment au moins, car on ignore si le plateau continental en recèle. C'est un poste important pour les importations. Aussi, en 2000, le gouvernement a-t-il augmenté de 61,5% le prix du carburant.



### L'accès à l'eau est en expansion.

Faute d'investissements, la Guinée avait accumulé un retard important dans le domaine de l'alimentation hydrique, en dépit de son considérable potentiel en eau. Sous la pression des bailleurs de fonds, le secteur a été restructuré en 1988. Une société de patrimoine étatique, la SONEG (Société Nationale des Eaux de Guinée) définit la législation et la planification, les tâches de gestion étant assurées par une société d'économie mixte, la SEEG (Société d'Exploitation des Eaux de Guinée). Un grand programme d'investissements a été effectué. Ainsi en 1998, à Conakry, 350 kilomètres de réseaux de canalisations ont été réalisés avec une production de 100.000 m<sup>3</sup>/jour ; il ne devrait plus y avoir de coupures d'eau. Outre la capitale, dix-sept villes de l'intérieur sont aujourd'hui desservies pour un volume produit de 29 millions de mètres cubes. Il faut ajouter que des institutions officielles ou des ONG ont effectué des forages d'hydraulique villageoise dans la dernière décennie, sous l'égide du SNAPE (Service National d'Aménagement des Points d'Eau). Selon des statistiques de l'OMS (2000), pour une population urbaine estimée à 2.450.000 habitants, 72% sont aujourd'hui alimentés en eau potable, 94% bénéficient d'un assainissement. Pour une population rurale estimée à 5.000.000 habitants, ces pourcentages passent à 36 et 41%, soit en moyenne générale à 48 et 58%. Ces données officielles paraissent relativement élevées, mais cela dépend de la définition de «couverture en assainissement». L'établissement d'un réseau de drainage ne signifie pas le «tout-à-l'égout» pour chacun ! Il est à noter que si les opérations du SNAPE sont un réel succès à l'intérieur du pays, l'approvisionnement en eau de Conakry se dégrade à nouveau.

### Organismes et entreprises de transports s'efforcent de rattraper un lourd retard.

Faute d'investissements et d'entretien, le réseau guinéen d'infrastructures de transport apparaissait dans les années 80 comme un des plus délabrés et des moins efficaces d'Afrique. A partir de 1986, un projet sectoriel des transports a été mis en place avec financement international. Les anciens ports d'estuaires des "Rivières du Sud", tels Benty, Dubréka, Boffa, Boké ont quasiment perdu leur fonction portuaire. Un nouveau port a été créé de toutes pièces : le port minéralier de Kamsar qui évacue la bauxite de Sangarédi. Le port de Conakry est artificiel, tout comme ses quais qui s'appuient sur l'ancienne île Tombo à l'extrémité de la presqu'île du Kaloum ; peu profond, il faut le draguer souvent. Il est protégé du large en partie par les îles de Los à l'ouest et par des digues artificielles au nord-ouest. A côté de la darse bananière, avaient été aménagés le port minéralier, un terminal à conteneurs et un appontement pétrolier. Ce port demeure le poumon économique du pays, mais il contribue également à l'engorgement de la presqu'île du Kaloum, avec ses voies minéralières, ses entrepôts, ses poussières de minerais gênantes en pleine agglomération urbaine. Il faudrait songer à un port d'éclate-

ment comme l'ancien port bananier de Benty, pouvant accueillir des navires de 12 mètres de tirant d'eau.

A côté de pistes en terre, le colonisateur avait porté son effort sur l'ouverture en 1914 de la voie ferrée Conakry-Kankan (662 km) qui ambitionnait d'être la voie d'évacuation du bassin du Niger. Cette voie métrique, non modernisée et mal entretenue, a cessé de fonctionner au milieu des années 60. Les trois sociétés minières ont créé leurs propres lignes d'évacuation de minerai mais il n'existe plus de trains de transport de voyageurs. Le réaménagement des infrastructures existantes sur les 36 premiers kilomètres pourrait permettre d'améliorer par des navettes le transport collectif urbain de Conakry. De même, l'emprise de cette ligne pourrait être réhabilitée pour l'exploitation future des bauxites de Dabola-Tougué.

En 1984, le réseau routier guinéen comportait 5.000 kilomètres praticables dont 1.200 bitumés. En 1996, la Guinée disposait d'un réseau de routes classées de 15.240 kilomètres dont 6 825 nationales avec 1.960 asphaltées et 4.866 en terre, outre 6.770 régionales. Le modelé accidenté et la violence des pluies confirment l'intérêt du bitumage (durée 12 ans) sur les routes en terre (3 ans), d'autant plus qu'après bitumage, le trafic est multiplié par dix. Des grands travaux ont été effectués dans la dernière décennie : Mamou est désormais relié à Kankan, Conakry à Boké, Macenta à Nzérékoré et Lola. On projette de relier Boké à Labé via Gaoual et d'ouvrir le pays sur l'extérieur en prolongeant la transcôtière ouest africaine vers la Guinée Bissau, en reliant Gaoual au Sénégal, Kouroussa au Mali, Nzérékoré à la Côte d'Ivoire. Malheureusement, des financements extérieurs obtenus semblent avoir "disparu" (cf. pour l'axe Téliélé-Fria-Conakry), de graves malfaçons ont été observées (entre Guékédou et Macenta, entre Kamsar et Boké). Enfin, les routes bitumées doivent être entretenues ; ainsi l'axe Kankan-Kissidougou est à refaire. Un gros effort a porté sur les pistes rurales, particulièrement en zone cotonnière. Des régions, autrefois à l'écart de tout, se sont ouvertes à l'économie (cf. au nord de Dingiraye ou entre Baranama et Senko).

Proche du centre-ville, l'aéroport de Conakry-Gbessia est le seul aéroport international de Guinée. Il a été rénové par la Coopération française et est désormais géré par une société d'économie mixte, la SOGEAC (Société de gestion et d'exploitation de l'aéroport de Conakry). Près de 15 compagnies aériennes opèrent sur Conakry dont le trafic annuel reste relativement très modeste : 220.000 passagers et 5.000 tonnes de marchandises. Les compagnies nationales (UTA, Air Guinée, Guinée Air Inter) qui relient la capitale aux préfectures éloignées, sont utiles mais leurs avions sont anciens. Il serait souhaitable que les pays africains regroupent leurs potentialités pour refonder un nouvel «Air Afrique» enfin viable. Cela ne semble pas, hélas, pour demain.

L'équipement peine à suivre l'explosion urbaine,  
surtout dans la capitale.

Contrairement à certains pays d'Afrique centrale qui ignoraient tout du système urbain, la tradition urbaine est ancienne en Guinée. Niani sur le Sankarani fut la première capitale de l'Empire du Mali du XIII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle. De même au XIX<sup>e</sup> siècle, les regards européens étaient tournés vers Timbo, capitale alors du pays foulbé, bourgade endormie aujourd'hui. A côté de ce rôle politique, d'autres villes ont un long passé de villes-marchés d'importance régionale, telles Kankan, Labé. D'autres se sont développées comme comptoirs d'estuaire : Dubréka, Boffa, Boké. A l'époque coloniale, des postes militaires se sont transformés en centres administratifs : Beyla, Siguiri, Youkounkoun. La création du chemin de fer Conakry-Kankan entraîna l'émergence autour des gares, de centres de collecte de produits agricoles tels Kindia, Dabola, Mamou qui, il y a un siècle, était présenté comme une future ville-champignon sur le modèle américain. Kamsar en est avec Fria un exemple récent.

La destinée la plus remarquable est celle de Conakry, installée d'abord sur une petite île : Tombo à l'extrémité de la péninsule du Kaloum, seule pointe rocheuse – rappelons-le – avec le Cap Verga à recouper la mangrove côtière. Un carroyage urbain fut mis en place sur cette île bientôt rattachée au Continent. Son développement fut rapide et exponentiel : 300 habitants en 1885, 13.800 en 1936, 50.000 en 1955, 440.000 en 1972, 1.558.000 en 1999. Cette poussée démographique résulte d'un taux d'accroissement naturel élevé (2,8%) et d'un exode rural important dû au mirage urbain.

Malheureusement les infrastructures, adaptées à une petite ville coloniale de 50.000 habitants, ne l'étaient plus du tout pour une capitale dépassant le million d'habitants. Il y a dix ans, les habitants peinaient à s'engouffrer le matin dans l'entonnoir reliant la presqu'île à l'île afin de gagner le centre-ville pour essayer, avec les mêmes difficultés, d'en ressortir le soir. Faute de service de voirie, la route de corniche servait de poubelle – en 1995, notre confrère Philippe Decraene évoquait alors un «nauséabond cloaque» - les coupures d'eau et d'électricité étaient incessantes...

Contrairement à beaucoup de capitales africaines où les quartiers modernes et traditionnels sont nettement séparés : Windhoek, en Namibie, en est l'exemple le plus marquant en raison de l'apartheid encore proche, à Conakry, les "concessions" privées, dispersées sur la presqu'île, sont – faute d'espace – noyées parmi un amoncellement de "cases", occupant peu à peu toute la presqu'île du Kaloum. A partir de 1984-87, le gouvernement s'est peu à peu préoccupé de remettre de l'ordre dans la gestion urbaine. Trois axes routiers, recoupés de transversales, desservent aujourd'hui la presqu'île, dont on espère qu'elle sera désengorgée par l'ouverture des travaux le 17 novembre dernier de l'autoroute urbaine de dix kilomètres devant relier l'aéroport au centre ville.

Les transports urbains demeurent très difficiles : la société de bus (Sogetrag) a fait faillite. Il apparaît bien que Conakry trop

entassée assume difficilement ses activités de capitale politique, économique, portuaire... Il faudrait rapidement songer à déplacer les activités économiques et surtout politiques vers la base de la presqu'île autour du Kakoulima, sinon vers l'intérieur du pays.

Comme pour le reste de l'économie guinéenne, on observe bien à Conakry les contrastes entre des secteurs étatiques figés, par exemple l'Office de la Poste guinéenne (OPG), et des secteurs privatisés plus dynamiques, telles les Télécommunications (Sotelgui). Il en est de même pour la Banque, cf. société d'économie mixte Bicigui. Faut-il insister sur l'inquiétant état de la santé publique ? Un reportage télévisé, diffusé il y a quelque temps déjà, soulignait les problèmes de l'hôpital Donka, le plus grand du pays devant l'ancien hôpital Ignace Deen. Qu'en est-il dans le reste du pays ? En 2000, le nombre de médecins à l'œuvre en Guinée était de 0,11 pour 1.000 habitants, et le nombre de lits d'hôpital de 3.382. Entre 1995 et 2000, l'indice de fécondité (ISF) était de 6,27 enfants par femme, la mortalité infantile étant de 124,2 pour 1.000 naissances et l'espérance de vie de 46,5 ans.

Le taux d'analphabétisme est de 44,9% pour les hommes, 73,0% pour les femmes. La scolarisation des 12-17 ans représente 18,8%, celle du troisième degré 1,3%. La dépense publique pour l'éducation (1,9% du PIB) est à peine supérieure à celle de la Défense (1,8% du PIB). Il en résulte un mauvais classement de la Guinée (150<sup>e</sup> sur 162) à l'indice de développement humain (IDH : 0,397).

L'armature urbaine de la Guinée apparaît déséquilibrée, faute de métropole face à Conakry. Kankan dépasse 100.000 habitants ; cette vieille capitale malinké de Haute-Guinée, réputée frondeuse face au pouvoir central, a perdu son rôle de relais entre la voie ferrée et le Niger. Seules deux autres villes atteignent ce chiffre : Kindia et Nzérékoré. Six villes ont entre 30 et 50.000 habitants, onze entre 10 et 30.000 habitants et treize moins de 10.000 habitants. Face à l'exode rural, les villes secondaires apparaissent constituer une étape avant la migration vers la capitale.

Il y a une quinzaine de jours, le président Thabo Mbeki a présenté à l'UNESCO les grands projets du NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique). Parmi les grands travaux prévus mais non financés, et donc à réalisation lointaine, signalons une autoroute transcôtère de Dakar à Lagos (10 milliards \$), une interconnexion du rail Ouest africain (3 milliards \$), un gazoduc reliant le Nigeria à Dakar par les villes de la côte (400 millions \$) ainsi qu'un réaménagement du port de Conakry (73,4 millions \$). Il y a du pain sur la planche.

***La Guinée a du mal à se remettre d'une évolution politique perturbée mais l'immobilisme n'est pas tenable.***

Au sortir de la période Sékou Touré (1958-84), les experts jugeaient que faute d'investissements productifs, le pays qui avait vécu replié sur lui-même, était à refaire. Beaucoup plus grave, le pays

s'était vidé de sa substance, comme le soulignait G. Rossi, en 1993. On estimait que plus d'un million de Guinéens vivaient à l'étranger (600.000 au Sénégal, 550.000 en Côte d'Ivoire, 100.000 au Liberia, autant au Mali et Guinée-Bissau). Beaucoup de cadres avaient fui la dictature : on comptait autant de médecins guinéens à l'étranger qu'en Guinée. D'un autre côté, le pays, coupant le cordon ombilical avec le colonisateur, avait pu s'ouvrir à des influences extérieures : soviétique, américaine... Il était fier et décomplexé. Pour d'autres, une génération avait été «perdue», l'enseignement n'était pas au niveau, la corruption s'était propagée parmi les élites ; ils parlaient de «plombage économique et politique». Ainsi, en 1998, le *Nouvel Afrique Asie* notait «une mentalité forgée par vingt-cinq ans de démagogie, d'arbitraire et de tout-Etat, avec pour corollaire, ici plus qu'ailleurs, la corruption, la concussion et un appareil administratif... archaïque...»

En 1984, beaucoup d'espoirs avaient été mis dans la politique du nouveau chef d'Etat, le général Lansana Conté, avec la libéralisation de l'économie, la reprise des investissements étrangers, le lancement de grands travaux, l'ouverture au multipartisme, l'élection d'une assemblée nationale avec pouvoir législatif. La déception s'est progressivement installée au fil du temps. La manne industrielle qui, depuis déjà quarante ans, fait vivre l'Etat, ne profite pas aux investissements, il n'y a pas de filière industrielle induite, la population ne voit pas de retombées améliorant son niveau de vie. Déjà en 1995, Philippe Decraene indiquait : «la crise en Guinée est exclusivement politique».

Une mutinerie militaire éclata en février 1996. Plusieurs obus tirés par un char perforèrent le palais construit à la fin des années Sékou Touré pour une réunion des chefs d'Etat de l'OUA, servant alors de palais présidentiel. Un incendie se déclara et l'on vit - c'était spectaculaire - sa structure métallique s'effondrer comme un château de cartes. Le président aurait facilement pu étendre un régime d'exception ; il garda apparemment son sang-froid et il y eut un procès équitable. Il choisit un premier ministre Sydia Touré, technocrate profilé de la Banque Mondiale. Les milieux économiques se réjouirent car il s'attaqua aux entreprises étatiques non rentables, fit la «chasse aux fonctionnaires fictifs» (*J.A.*, oct. 96), accusant une minorité d'entre eux d'avoir «pris le pays en otage», regrettant les «vingt-six années de collectivisme qui ont créé des habitudes de tout-Etat».

Bien que réélu fin 1998, le général Lansana Conté fit arrêter l'un des deux principaux opposants Alpha Condé, leader du Rassemblement du Peuple de Guinée : RPG. Accusé d'être de mêche avec les putschistes, il dut attendre avant d'être jugé, fut condamné puis relâché. Apparemment inquiet de l'efficacité de son premier ministre, Lansana Conté le remplaça en mars 1999 par un magistrat tranquille Lamine Sidimé. On l'accuse depuis d'immobilisme, ainsi il y a un an, dans un article de *Jeune Afrique*, intitulé : «Lansana Conté, un chef de village à la présidence».

Fin 1989, la Guinée, trop longtemps repliée dans sa coquille, a assisté impuissante aux guerres civiles qui ont dévasté les deux pays anglophones voisins Liberia puis Sierra Leone. Elle a cru qu'elle pou-

vait se contenter d'abriter près de 500.000 réfugiés dans les camps aux tentes bleues du HCR alignées au long des pistes frontalières. Ainsi en avril 1998, alors que j'étais en prospection, près des sources du Niger, avec un géologue roumain du BRGM, nous fûmes surpris par une foule de Sierra-Léonais déboulant de l'interfluve frontalier : c'était la sinistre période des bras coupés. Le réveil fut brutal à partir de fin 1998 avec des incursions de "rebelles" n'hésitant pas à franchir la frontière pour lancer des raids destructeurs sur Guékédou, Macenta et même Forécariah à moins de cent kilomètres de la capitale. Il fallut faire intervenir une force d'interposition africaine devant cette action déstabilisante, déséquilibrant l'économie locale. On estime qu'en 2001, le conflit a coûté mensuellement au Trésor guinéen près de dix millions d'euros ; 70.000 Guinéens de Guékédou, ville détruite à 80%, ont dû être déplacés vers l'intérieur.

Suivant le regrettable exemple de plusieurs chefs d'Etat, le président a fait organiser un référendum le 11 novembre 2001 afin de modifier la constitution pour lui permettre de briguer un troisième mandat le 21 décembre 2003. Le gouvernement a publié sa victoire avec 98% de «oui» et une participation de 87%. Selon l'opposition qui avait boycotté le scrutin, la participation n'aurait pas dépassé 20% ! Les journaux parlent d'attentisme, de «médiocratie». Selon l'ancien Premier ministre Sidya Touré passé à l'opposition (J.A., janvier 2002) : «Avec un potentiel économique au moins égal à celui de la Côte d'Ivoire, la Guinée n'a encore rien fait de ses quarante-trois ans d'indépendance... Il n'y a aucune volonté de sévir (contre les détournements, la corruption)..., la longue répression que connaît le peuple depuis des années a fini par le rendre passif... Sur le plan économique, le désastre est total et tous les indicateurs sont au rouge.»

De même, dans un ouvrage-bilan sur l'Afrique (2002), un observateur africain, Jean-Paul Ngoupandé, ancien Premier ministre centrafricain, indique : «La Guinée de Lansana Conté est un mélange confus de méthodes autoritaires héritées de la période de la dictature sanguinaire de Sékou Touré, et de relents tribalistes dignes des pays d'Afrique Centrale. Au pouvoir depuis 1984, le général Conté ne semble pas s'être aperçu de la nature des changements intervenus dans le monde depuis la chute du mur de Berlin. Arc-bouté à sa conception du pouvoir, qui ne peut être qu'absolu, il est hermétiquement fermé à toute conciliation...»

Depuis un an, avec l'annonce de l'élection présidentielle, l'agitation couve mais extérieurement rien ne bouge. On a d'abord cru que le président Lansana Conté ne pourrait se représenter, ayant été hospitalisé en début d'année au Maroc. Il a 69 ans mais souffre officiellement d'un diabète aigu, officieusement d'une leucémie. Poussé par ses proches et son parti, le PUP (Parti pour l'Unité et le Progrès), le président se représente mais il a déclaré qu'il ne ferait pas campagne. Il en serait incapable, sortant de plus en plus rarement de sa résidence à 80 kilomètres au nord-ouest de Conakry.

En mai dernier, une réunion sur la Guinée s'est tenue à la CADE (Coordination pour l'Afrique de Demain), animée par notre confrère Michel Levallois. J'avais alors essayé de présenter les atouts et han-

dicaps de Guinée avec un autre confrère, l'ambassadeur André Lewin, pour lequel la Guinée «est une Belle au Bois dormant» à réveiller. Le journaliste de *Jeune Afrique*, Cheikh Yerim Seck, y avait donné l'intéressant témoignage d'un observateur africain. Selon lui, on s'est trompé en 1984 sur l'ampleur des changements en Guinée. En réalité, le président Lansana Conté serait l'héritier direct de Sékou Touré dont il reproduit le système difficilement conciliable avec la démocratie. Il est convaincu d'être souverain à vie sans contre-pouvoir. En Guinée, il n'y a pas de radio privée et l'opposition n'a pas accès aux médias publics. Les listes électorales sont incomplètes ou fourmillent d'anomalies ; ainsi le vote des Guinéens de l'étranger reste très hypothétique.

Durant l'époque Sékou Touré, plus d'un million de Guinéens avaient fui à l'étranger, soit une perte considérable de plus de 15% de la population. Inversement - on l'a vu - la Guinée abrite aujourd'hui plus de 500.000 réfugiés du Liberia, de Sierra Leone, et désormais de Côte d'Ivoire. Cet afflux représente une lourde charge et parfois un danger ; près de 3 millions et demi d'enfants sont en cours de vaccination contre la rougeole.

Face à un pouvoir fort, l'opposition apparaît divisée, affaiblie. En septembre dernier, 29 partis ont signé un appel pour un «dialogue national». Surtout, le vote en Guinée continue à se faire sur des bases ethniques. Le parti du président regroupe les Soussou de la côte, le Rassemblement Populaire Guinéen (RPG) d'Alpha Condé les Malinké, l'Union pour le Progrès et le Renouveau (UPR) de Sériadou Diallo les Peul, l'Union pour le Progrès de la Guinée (UPG) de Jean-Marie Doré les Guinéens de la forêt. L'Union des Forces Républicaines (UFR) de l'ancien Premier ministre Sidia Touré, brillant économiste, est minoritaire à côté de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée de Mamadou Bâ. Ces partis essaient de se regrouper dans le Front de Renouveau pour l'Alternance Démocratique (FRAD).

On devine des manoeuvres. La majorité présidentielle paraît se scinder en deux camps : celui du secrétaire général Sékou Konaté et celui du président de l'Assemblée nationale Aboubakar Somparé. Ouvrant la session budgétaire, le 25 septembre, ce dernier appelait le gouvernement à «résorber la crise économique qui frappe le pays de plein fouet» et «à mettre fin aux pratiques de détournement des deniers publics, de racket, de gabegie...», vaste programme !

Le 11 novembre, la Cour Suprême a rejeté six candidats sur huit à l'élection. Ne restent plus en liste officiellement que le président et un inconnu, Mamadou Bhoïe Barry, unique député de l'Union pour le Progrès National (UPN). La coordination du FRAD refuse de le cautionner et appelle au boycott électoral. L'opposition ne peut plus miser que sur la «fin naturelle» du président ou sur un coup d'Etat militaire car l'armée reste la grande inconnue, à moins d'un «coup d'Etat médical» à la Bourguiba, comme l'évoque Michel Galy du *Monde Diplomatique*. Aux toutes dernières nouvelles de Guinée reçues ce vendredi sur Internet, la page «Boubah.com» signale qu'un certain nombre de militaires aurait été arrêté, dont trois colonels. Les garnisons de Labé, Kankan, Nzérékoré seraient les plus touchées. En

outre, le président, qui parlait hier devant les cadres du régime, a dit notamment en soussou : «Dieu merci, j'ai mal au pied mais je n'ai pas mal à la tête !» ... Il a dû s'interrompre, ne pouvant poursuivre son discours électoral. Affaire à suivre !

### **Conclusions**

En conclusion, quel que soit le résultat électoral, on assiste à une fin de règne. Cette situation de blocage ne saurait durer : les indicateurs sont au rouge. Il est souhaitable que la transition soit assurée dans le calme et que des décisions pour le moyen terme soient prises rapidement. Les investisseurs restent en attente. Avec le départ du Liberia du président Charles Taylor, la paix pourrait s'instaurer avec les pays voisins, mais la Côte d'Ivoire reste en crise. Il est temps que l'Afrique, dépassant ses clivages ethniques ou linguistiques, marche vers son unification, au moins dans un premier temps pour l'Ouest africain. La Guinée qui est souvent restée à côté des regroupements monétaires, économiques ou politiques, pourrait, plus facilement peut-être, servir d'intermédiaire pour établir des liens entre ces Etats. Elle doit aussi investir utilement chez elle, pour le bien-être de ses populations : ses potentialités humaines et matérielles qui ne sont pas minces, demeurent sous-employées.

\*  
\* \*



Boulvert Yves (2003)

La Guinée au seuil du 21e siècle : état des connaissances et problèmes actuels

Mondes et Cultures, 63 (1-2-3-4), 431-446

ISSN 0221-0436